

ACTION URGENTE

HONDURAS. LE FRÈRE D'UN JOURNALISTE TUÉ EN DANGER

Depuis que le journaliste hondurien Juan Carlos Argeñal a été tué le 7 décembre dernier, son frère, Mario Argeñal, est devenu la cible d'actes d'intimidation et de harcèlement car il évoque cet homicide publiquement et réclame justice aux autorités. L'enquête sur ce meurtre est au point mort.

Mario Argeñal a accordé plusieurs entretiens à des médias honduriens depuis le meurtre de Juan Carlos Argeñal, le 7 décembre 2013. Selon lui, son frère a été tué pour avoir révélé la corruption qui règne au sein du gouvernement local. Cet homme s'est également mis en contact avec les autorités pour réclamer justice. La famille Argeñal s'inquiète que depuis près de trois mois, l'enquête sur ce meurtre soit au point mort.

Amnesty International a appris que Mario Argeñal faisait l'objet d'actes d'intimidation et de harcèlement depuis qu'il réclame justice au nom de son frère. À plusieurs reprises entre le 11 et le 15 décembre 2013, deux camionnettes non immatriculées ont été vues circulant autour de sa maison tard le soir. Le 24 février, entre 14 h et 16 h, un homme est resté dans sa voiture devant le domicile de Mario Argeñal pendant plusieurs heures avant de s'en aller. Mario Argeñal risque d'être à nouveau victime de manoeuvres d'intimidation et de harcèlement en raison de sa quête de justice.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- rappelez aux autorités qu'elles ont le devoir de diligenter une enquête minutieuse, impartiale et indépendante sur l'homicide de Juan Carlos Argeñal, de rendre les conclusions publiques et de traduire les responsables présumés en justice ;
- exhortez-les à prendre des mesures immédiates pour protéger efficacement Mario Argeñal et sa famille, dans le respect de leurs souhaits ;
- appelez-les à mettre en place, à l'issue d'une consultation avec la société civile, un mécanisme de protection des défenseurs des droits humains et des journalistes, conformément à leurs recommandations et à leurs besoins.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 15 AVRIL 2014 À :

Procureur général

Oscar Chinchilla Banegas
Ministerio Público, Lomas del Guijarro
Avenida República Dominicana
Edificio Lomas Plaza II
Tegucigalpa, Honduras
Fax : +504 2221 5667

Twitter : @MP_Honduras

Formule d'appel : *Estimado Sr Fiscal General, / Monsieur le Procureur général,*

Ministre de l'Intérieur

Arturo Corrales
Secretaría de Estado en el Despacho de Seguridad
Aldea el Ocotal, Antiguo Local de la Academia Nacional de Policía (ANAPO)
Tegucigalpa, Honduras

Courriel :

comunicacioncnds@gmail.com
Formule d'appel : *Estimado Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Copies à :

Équipe Amérique centrale d'Amnesty International

Courriel : equipoca@amnesty.org

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 329/13. Pour plus informations : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR37/018/2013/fr>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

HONDURAS. LE FRÈRE D'UN JOURNALISTE TUÉ EN DANGER

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 7 décembre 2013, Juan Carlos Argeñal, journaliste qui enquêtait sur des affaires de corruption, a été abattu par deux inconnus chez lui à Danlí, dans le département d'El Paraíso (sud du pays). Cet homme était un correspondant de Radio Globo et Globo TV, ainsi que le propriétaire d'une chaîne de télévision locale et un militant du Parti de la liberté et de la refondation (LIBRE).

Les journalistes qui se battent en faveur des libertés fondamentales jouent un rôle essentiel dans la dénonciation d'atteintes aux droits humains qui seraient autrement passées sous silence. Au Honduras, Amnesty International a enregistré une hausse du nombre de menaces de mort et d'agressions visant des défenseurs des droits humains, des journalistes et des blogueurs, comme elle l'indique dans le rapport Transformer la douleur en espoir. Les défenseur-e-s des droits humains dans les Amériques (7 décembre 2012, <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR01/006/2012/fr>).

Aníbal Barrow, journaliste travaillant pour la chaîne télévisée Globo TV au Honduras, a été enlevé le 24 juin dernier. À l'annonce de cette nouvelle, les autorités se sont mises à sa recherche dans les environs de San Pedro Sula. Au bout de deux semaines, le corps du journaliste a été découvert et quatre personnes ont été appréhendées en juillet 2013. Une autre arrestation a eu lieu dans le cadre de cette affaire en novembre 2013 (voir <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR37/004/2013/fr>).

Selon la Commission nationale des droits humains, 30 journalistes et 70 avocats ont été tués au Honduras depuis janvier 2010, période à laquelle le gouvernement actuel a pris ses fonctions. En novembre 2013, des élections générales se sont déroulées dans le pays. Dans les mois qui ont précédé le scrutin, les médias ont signalé des dizaines d'agressions contre des candidats et des militants de partis politiques. Un grand nombre d'entre elles visaient des membres du LIBRE.

L'impunité est très répandue au Honduras. Selon les informations dont dispose Amnesty International, parmi les dizaines d'affaires d'atteintes aux droits humains et de violences perpétrées à l'encontre de défenseurs des droits humains au cours de ces cinq dernières années, une seule a vu les responsables jugés, déclarés coupables et condamnés. En avril 2013, le procureur général de l'époque a expliqué au Congrès national que ses collaborateurs et lui ne pouvaient enquêter que sur 20 % des homicides commis dans le pays. Ce service est dépassé par le très haut niveau de violence et de criminalité au Honduras et il lui manque les moyens nécessaires pour faire son travail efficacement. Dans certaines affaires, les procureurs eux-mêmes craignent de prendre des mesures au vu du contexte dangereux. Le système judiciaire dans ce pays devrait être renforcé et bénéficier des ressources adéquates.

Noms : Mario Argeñal et Juan Carlos Argeñal

Hommes

Action complémentaire sur l'AU 329/13, AMR 37/004/2014, 4 mars 2014

AMNESTY
INTERNATIONAL

